



Pap Ndiaye veut être “une petite lueur d'espoir” pour les enseignants

Après une nomination surprise au ministère de l'Éducation nationale, la première rentrée de Pap Ndiaye est scrutée. Depuis l'Italie, le site en ligne “Linkiesta” voit naître chez les enseignants l'espoir d'un renouveau. Les attentes sont aussi grandes que le contexte est tendu. Le 20 mai, un peu moins d'un mois après la réélection d'Emmanuel Macron, un visage inattendu est apparu parmi les membres du gouvernement “Macron 2” : nommé à la tête du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, Pap Ndiaye est en effet le premier homme noir à occuper ce poste. Symbole de la “méritocratie” et militant de l'égalité des chances à l'école, le nouveau ministre se retrouve à devoir gérer une rentrée particulièrement tendue dans un domaine en crise, et à devoir montrer aux enseignants qu'il n'est pas là que pour la façade.

Un “pur produit de la méritocratie républicaine” et un “symbole de la diversité” : c'est en ces termes que s'est présenté Pap Ndiaye lors de sa nomination au ministère. Historien, spécialiste des discriminations raciales, des minorités et de l'histoire des États-Unis, mais aussi directeur du musée de l'Histoire de l'Immigration, Pap Ndiaye – dont la mère était enseignante – est une des rares figures issues de la société civile à faire son apparition dans le nouvel exécutif.

Changement de ton au ministère

Son profil contraste assurément avec celui de son prédécesseur, Jean-Michel Blanquer, conservateur connu pour sa bataille contre l'“idéologie woke” et la proscription, en mai 2021, de l'écriture inclusive à l'école. Un ministre hautement impopulaire dont Pap Ndiaye cherche aujourd'hui à se démarquer.

“L'école est injuste avec les pauvres”, a-t-il fait remarquer lors d'une interview au média en ligne Brut à quelques jours de la rentrée scolaire, au début du mois. Une rentrée plutôt tendue cette année, en raison des 4 000 postes d'enseignants – au bas mot – restés vacants à l'issue des concours.

Le fait que le nouveau ministre veuille mettre la diversité à l'école au nombre de ses priorités pour ce mandat laisse augurer un changement de cap dans l'Éducation nationale – très inégalitaire à l'heure actuelle –, mais certains redoutent que, au-delà de la portée symbolique de sa nomination, Pap Ndiaye n'ait du mal à traduire ses paroles en mesures structurelles au profit de l'école et des enseignants.

Secrétaire général de l'Unsa Éducation, la fédération des syndicats de l'enseignement, Frédéric Marchand n'y va pas par quatre chemins : “Nous savons que l'école française reproduit beaucoup, voire accentue les inégalités sociales et d'origine.”

“Beaucoup d'écoles font apparaître des formes de ségrégation.”

“Une petite lueur d'espoir”

Les résultats de l'enquête PISA 2018 menée par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) le confirment : l'Hexagone est l'un des pays où “les ressources matérielles et culturelles déterminent largement la réussite des élèves”, et compte parmi “les pays les plus inégalitaires”, où les élèves les plus désavantagés ont cinq fois plus de risques que les autres d'être à la peine en compréhension écrite.

C'est la raison pour laquelle la nomination d'un ministre comme Pap Ndiaye a fait naître aussitôt un espoir chez ceux qui constatent ces inégalités scolaires au quotidien. “Pap Ndiaye est avant tout un historien et un historien des minorités, donc, évidemment, en tant que professeur d'histoire, je vois dans sa nomination une petite lueur d'espoir”,



commente Iman, professeure d'histoire-géographie dans un collège de la banlieue parisienne.

Dans son ancien établissement du nord de Paris, où elle est restée trois ans, "il y avait 800 élèves et aucune diversité sociale", remarque-t-elle. Une école REP, c'est-à-dire faisant partie du "réseau d'éducation prioritaire", créé en 1981 en vue de réduire les inégalités et dont les établissements se caractérisent, entre autres, par une population issue des catégories socioprofessionnelles les plus défavorisées et par les résultats les plus faibles. À l'heure actuelle, les classes des REP accueillent moins d'élèves que les autres et les établissements reçoivent de plus fortes dotations, mais beaucoup demandent de nouvelles réformes en faveur de l'égalité.

Passer du discours aux actes

"Nous demandons que d'autres établissements intègrent l'éducation prioritaire et que le système d'affectation des élèves soit repensé afin de mélanger diverses populations au sein d'une même école", résume Sophie Vénéitay, enseignante au lycée et secrétaire générale du Syndicat national des enseignants de second degré (Snes-FSU). Le ministre Pap Ndiaye s'est exprimé sur la question, précisant que ce dispositif devra être "bien calibré"

"Pendant une de nos entrevues, il nous a dit qu'il était en train de plancher avec des chercheurs et des universitaires sur la question de la diversité à l'école, et le fait d'en parler est déjà un pas important", se félicite Frédéric Marchand. Pour Sophie Vénéitay, "pour l'instant, le ministre fait de beaux discours, ce qu'on aimerait maintenant, c'est que, dans les mois qui viennent, des décisions soient prises dans le sens d'une meilleure politique d'éducation prioritaire"

Une pénurie urgente d'enseignants

Si "égalité", "méritocratie" et "égalité des chances" sont des expressions qui reviennent régulièrement dans la bouche de Pap Ndiaye et semblent faire souffler un vent nouveau, le ministre a des problèmes plus urgents à régler, dont en premier lieu la pénurie d'enseignants, un défi qu'ont également à relever l'Italie et d'autres pays européens : le gouvernement a réagi en faisant appel aux contractuels *, mais beaucoup s'inquiètent du peu d'expérience de ces derniers. Il doit aussi et surtout s'atteler au profond manque de confiance du personnel enseignant à l'égard de la politique et du ministère, qui tient pour partie au mandat de son prédécesseur. Selon un rapport de suivi publié en mai par l'Unsa Éducation, en 2022, 86 % du personnel enseignant étaient en désaccord avec les choix politiques, et seuls 22 % conseilleraient le métier à un jeune.

Ces dix dernières années, le nombre de démissions d'enseignants a triplé. Parmi les causes invoquées, des salaires trop faibles et des conditions de travail souvent difficiles, avec parfois plus de 30 élèves par classe au lycée. "Dans ma nouvelle école, il y a des enseignants qui vont rester un mois et changer de métier. Quand j'ai commencé à travailler, il y a cinq ans, je ne rencontrais pas d'enseignants qui voulaient partir. Aujourd'hui, j'ai l'impression qu'ils s'en vont tous", observe Iman. Un enseignant en début de carrière touche aujourd'hui 1 640 euros nets en France, et le salaire moyen est légèrement supérieur à son équivalent italien.

"Choc d'attractivité"

En juin, Pap Ndiaye promettait au moins 2 000 euros nets par mois à tous les jeunes enseignants et un "choc d'attractivité" pour revaloriser le métier. Des annonces prometteuses mais "insuffisantes", insiste Sophie Vénéitay, pour qui tous les salaires devraient être augmentés.

Pap Ndiaye réussira-t-il à regagner la confiance des enseignants français et à redorer le blason d'un métier de plus en plus souvent boudé ? "Pour l'instant, conclut Sophie



Vénétitay, il a acté la rupture avec Blanquer, dans le ton et dans l'écoute, mais il ne pourra pas continuer éternellement à être le ministre des symboles et des beaux discours, il va falloir aussi qu'il devienne le ministre des actes.”

* En français dans le texte.

